

## Pour une alimentation durable ancrée dans les territoires

### Déclaration du groupe de la CGT-FO

Cet avis plaide pour l'encouragement et le développement d'une consommation durable. Il cherche à mettre en avant les initiatives citoyennes, comme jalons d'une démocratie alimentaire et s'appuie sur le Conseil national de l'alimentation et les Projets alimentaires territoriaux pour formuler ses principales propositions. Le groupe FO s'inscrit pleinement dans la perspective de permettre à chaque citoyen d'accéder à des produits durables et à une consommation saine qui ne présente aucun risque pour sa santé. Nous reprenons à notre compte la définition de la FAO des régimes alimentaires durables et insistons sur l'importance des dimensions économiques et culturelles pour la réussite de tels régimes. L'accessibilité et l'abordabilité des produits est pour nous essentielle. Aucune démocratie alimentaire ne peut exister si le modèle économique des produits durables est construit sur la base du pouvoir d'achat des revenus supérieurs.

Le texte qui nous est présenté propose de mobiliser une multitude de leviers pour encourager un réel développement de l'alimentation durable dans notre pays. Il faut d'abord agir sur les comportements en facilitant la diffusion d'une culture favorable à cette transition vers le durable. La mise en place de maisons de l'alimentation durable (Préconisation 1) peut y participer. Les actions doivent par ailleurs se concevoir au plus près de la vie des citoyens sur les territoires car c'est aussi à ce niveau que l'alimentation est en interaction avec d'autres dispositifs et enjeux de politiques publiques. Les communes et les intercommunalités sont mises en avant comme cadre pertinent de l'action (préco2 et 3). Plus globalement les dimensions locales sont privilégiées car c'est à ces niveaux que doit s'ancrer une culture d'alimentation qui valorise les produits durables. La proximité, les circuits courts et les produits locaux doivent se développer mais rien ne peut se faire sans le soutien d'une réelle logistique qui intègre ces enjeux du durable (préco6). Les Outre-mer doivent aussi s'inscrire dans cette dynamique et l'école, à travers la restauration scolaire doit y participer (Préconisation 5). Le développement de ce nouveau modèle alimentaire doit par ailleurs se faire en parallèle d'une amélioration des conditions de travail dans le secteur et intégrer la pérennité et la qualité de l'emploi (Préconisation 15).

Bien sûr ce ne sont là que les quelques exemples des préconisations défendues dans ce texte. Globalement le groupe FO adhère à une grande partie des pistes proposées, en particulier s'agissant de la nécessaire amélioration des conditions de travail pour tous les « métiers essentiels » dans ce secteur. Pour nous aucun nouveau modèle d'alimentation axé sur la durabilité des produits ne peut perdurer sans une nette amélioration des conditions de vie des milliers de travailleurs du secteur avec de réelles reconnaissances de leurs métiers, de vraies évolutions de carrières, une pérennité et une sécurité de leurs emplois.

Enfin nous insistons sur l'importance d'une agriculture accessible à l'ensemble de la population et refusons qu'une certaine culture de consommation s'impose dans les dispositifs publics pour défendre une vision militante ou moralisatrice sans tenir compte des intérêts économiques, culturels et sanitaires de l'ensemble de la société. Une alimentation durable n'a de sens que si toute la société a les moyens d'y accéder.

Le groupe FO a voté pour cet avis.